

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — E.mail : soiretraite@gmail.com

ASSURÉS SOCIAUX AFFILIÉS À LA CASNOS

L'âge de départ à la retraite inchangé

Le nouveau décret exécutif relatif aux non-salariés exerçant pour leur propre compte et affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos) ne prévoit aucun changement s'agissant de l'âge de départ à la retraite pour cette catégorie de travailleurs.

L'article 9 du décret exécutif n°15-289 du 14 novembre 2015 stipule ainsi que «sans préjudice des dispositions des articles 8 et 21 de la loi 83-12 du 2 juillet 1983 relative à

la retraite, l'âge donnant droit à la pension de retraite est de 65 ans pour les hommes et de 60 ans pour les femmes». Publié au *Journal officiel* (JO, n°61 du 18 nov.2015), le nouveau texte réglementaire définit «les conditions particulières d'application, aux personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte, des lois relatives aux assurances sociales, à la retraite et aux obligations des assujettis en matière de sécurité sociale». S'agissant toujours de la section retraite, le décret précise que «l'assiette servant de base au calcul de la pension de retraite est constituée par la moyenne calculée des assiettes de cotisation des dix (10) meilleures années». «L'âge donnant droit à l'allocation de retraite, tel que prévu à l'article 47 de la loi 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée, est reculé de cinq (5) ans», est-il indiqué dans le nouveau texte. Il est également stipulé que «la date d'entrée en jouissance de la pension de retraite ou d'allocation de retraite est fixée au premier jour du mois qui suit la date de réception de la demande, sous réserve que les conditions fixées aux articles 9,11 et 22 du présent décret soient réunies».



limite de cinq (5) ans, en contrepartie du versement de cotisations de rachat». Les modalités de ce versement sont précisées comme suit : cinq (5) ans au maximum si la personne est âgée de 65 ans, quatre (4) ans au maximum si la personne est âgée de 66 ans, trois (3) ans au maximum si le travailleur est âgé de 67 ans, deux (2) ans au maximum si celui-ci est âgé de 68 ans et enfin, une année (1) s'il a 69 ans.

«Le taux de cotisation de rachat est égal à la fraction de cotisation affectée à la retraite», précise le décret, ajoutant que «l'assiette servant de base au calcul de la cotisation de rachat est constituée par l'assiette de cotisation déclarée la dernière année d'activité». Le nouveau texte réglementaire prévoit, par ailleurs, des dispositions inhérentes aux prestations en nature, à l'assurance invalidité, à l'assurance décès et enfin à la cotisation. Ces dispositions préconisent, dans leur ensemble, l'amélioration de l'accessibilité aux prestations et l'adaptation du système de cotisations et de déclarations.

Un échéancier de paiement pour les agriculteurs débiteurs auprès de la Casnos depuis 1996

Les agriculteurs débiteurs de cotisations de Sécurité sociale bénéficieront prochainement d'un échéancier de paiement pouvant remonter jusqu'à l'année 1996, leur permettant de régulariser leur situation, a indiqué la semaine dernière le directeur général de la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (Casnos). Ce dernier a expliqué que ces facilitations offriront à cette catégorie de non-salariés «la possibilité d'un rachat des années de cotisations non payées au titre de la retraite». Il a souligné que cette mesure, parmi tant d'autres, est contenue dans l'instruction interministérielle du 18 novembre 2015 fixant les modalités d'application aux agriculteurs des dispositions de l'article 57 de la loi de finances complémentaire 2015 et dans le décret exécutif 15-289 du 14 novembre 2015 relatif à la Sécurité sociale des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte.

Par ailleurs, il a fait état d'une autre mesure destinée aux «aidants familiaux» (conjoint, ascendants, descendants) des agriculteurs non salariés qui exercent avec eux sans pour autant être des ayants droit. Ces aidants familiaux pourront cotiser et obtenir la qualité d'assurés sociaux. Il a estimé le nombre d'agriculteurs non salariés à plus d'un million, dont 36 000 seulement sont affiliés à la Casnos. Il a invité les agriculteurs non salariés débiteurs de cotisations sociales à se présenter aux agences de la Casnos avant le 31 mars 2016 pour bénéficier d'échéanciers de paiement de leurs cotisations antérieures.

Validation d'années d'assurance sociale

La personne non salariée exerçant une activité pour son compte et n'ayant pas réuni «les conditions de travail et de cotisation exigées par la réglementation et la législation en vigueur, peut bénéficier d'une validation d'années d'assurance dans la

Cumul de droits au titre d'activités salariées et non-salariées simultanées

Toute personne exerçant simultanément une activité salariée (affiliée donc à la Cnas) et une activité non salariée doit être affiliée au titre de l'activité non salariée (Casnos), même si cette activité n'est exercée qu'à titre accessoire, sans préjudice de son affiliation au titre de l'activité salariée. Dans ce cas, les prestations des assurances sociales sont dues au titre de son activité salariée.

Toutefois, si l'assuré social ne remplit pas les conditions d'ouverture de droit au regard de son activité salariée, l'assuré social ou ses ayants droit peuvent, le cas échéant, bénéficier des prestations au titre de son activité non salariée dans les conditions prévues par le présent décret (voir article plus haut sur les références de ce décret).

Lorsqu'une personne a exercé successivement, alternativement ou simultanément une activité salariée et une activité non salariée, elle peut, pour l'ouverture du droit à pension de retraite, faire appel à l'ensemble

des périodes correspondantes à l'une et à l'autre des deux (2) activités ayant donné lieu à cotisation.

Cependant, pour le calcul et la détermination de sa pension de retraite, l'organisme chargé de la retraite des salariés et celui chargé de la retraite des non-salariés procèdent, chacun en ce qui le concerne, à la validation et à la liquidation des droits auxquels elle peut prétendre, et ce, au prorata du nombre d'années de cotisations versées au titre de chacune des deux activités, et sans que les montants cumulés des deux pensions servies au titre de chacune des deux activités ne puissent être inférieurs au mon-

tant minimum garanti de la pension de retraite. Dans le cadre des règles de coordination et d'information, la personne qui exerce successivement, alternativement ou simultanément une activité salariée et une autre non salariée peut prétendre, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, au bénéfice d'une pension au titre de son activité salariée et d'une pension au titre de son activité non salariée, sans préjudice des dispositions des articles 8 et 21 de la loi n° 83-12 du 2 juillet 1983, susvisée. Le montant de la majoration pour conjoint à charge est calculé et servi au prorata des périodes de chaque activité précitée.

Assurance invalidité et capital décès pour les non-salariés

Les non-salariés affiliés à la Casnos ont droit éventuellement à l'invalidité et leurs ayants droit au capital décès. Les articles 3 et 8 du décret cité plus haut stipulent : «A droit à une pension d'invalidité, la personne non salariée exerçant une activité pour son propre compte qui se trouve être atteinte d'une invalidité totale et définitive, la mettant dans l'impossibilité absolue de continuer à exercer sa profession. Toutefois, la reprise d'une activité professionnelle quelconque entraîne la cessation du bénéfice de la pension d'invalidité. Toute personne exerçant simultanément une activité salariée et une activité non salariée pour son propre compte, a droit à une pension d'invalidité au titre de son activité salariée dans les limites de cumul prévues par la loi n° 83-11 du 2 juillet 1983 susvisée. Si elle ne remplit pas les conditions d'ouverture de droit à l'as-

surance invalidité au titre de son activité salariée, elle pourra, le cas échéant, en bénéficier au titre de son activité non salariée, selon les conditions prévues à l'article 4 ci-dessous.»

Par ailleurs, «le montant du capital décès est égal au montant de l'assiette de cotisation prévue à l'article 14 ci-dessous (le montant maximum de cette assiette est revu à la hausse, au grand bénéfice des non-salariés concernés).

Toutefois, le montant du capital décès servi aux ayants droit du titulaire d'une pension de retraite du régime des non-salariés qui a continué l'exercice d'une activité non salariée après son admission en retraite est égal au montant de l'assiette de cotisation déclarée au titre de son activité non salariée, lorsque celle-ci est plus favorable que le montant annuel de la pension de retraite».

Le plafond maximum de l'assiette de cotisation revu à la hausse pour une meilleure retraite

Ce que prévoit l'article 14 du nouveau décret relatif aux non-salariés : «La cotisation de Sécurité sociale des personnes non salariées exerçant une activité pour leur propre compte est assise sur une assiette annuelle déclarée par l'assujetti conformément à la législation en vigueur, au plus tard le 31 janvier de l'année considérée. L'assiette de cotisation prévue à l'alinéa ci-dessus ne peut être inférieure au montant annuel du salaire national minimum garanti et ne peut excéder un plafond de vingt fois (20) le montant annuel de ce salaire. Le taux de cotisation est fixé à 15% de l'assiette citée ci-dessus ; il est réparti comme suit :

-7,5% au titre des assurances sociales,
-7,5% au titre de la retraite.»

Cette disposition permettra aux non-salariés de disposer d'une meilleure retraite pour peu qu'ils cotisent mieux et plus.